



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

30 mai 2016

Les diverses perquisitions survenues la semaine dernière suscitent encore des réactions dans les quotidiens. D'une part, l'attention est portée sur la dernière fouille entreprise vendredi dernier chez un opérateur économique et d'autre part, de nombreux politiciens se sont exprimés sur ce sujet et surtout, sur la situation socio-économico-politique de la Grande île qu'ils jugent critique.

Politique interne

SERIE DE PERQUISITIONS ET INSTABILITE POLITIQUE : LES REACTIONS DES POLITICIENS

Après le sénateur Lylison René de Rolland et le Président Directeur Général du groupe SODIAT Maminaiaina Ravatomanga, ce fut le tour de l'opérateur économique dénommé Frank Legrand de recevoir la visite des éléments des forces de l'ordre pour une perquisition de cinq heures, à son domicile sis à Ambatomaro. Pour rappel avant cette série de perquisitions, les rumeurs sur un éventuel Coup d'Etat se sont amplifiées, ce qui a suscité une forte mobilisation des forces de l'ordre à divers endroits stratégiques de la capitale.

- *Un détail retient l'attention de l'opinion publique dans le cadre de cette série de perquisitions menées par les autorités. Il s'avère effectivement que les trois personnalités concernées ont été absentes lors des fouilles de leurs maisons respectives. D'après les explications, le sénateur serait actuellement à Mandritsara, dans la Région Boeny tandis que Maminaiaina Ravatomanga et Frank Legrand, séjourneraient tous deux en Afrique du Sud. Ces informations n'ont cependant pas encore été confirmées par les responsables des forces de l'ordre. Par ailleurs, quatre autres personnalités seraient également surveillées de près, à savoir l'ancien Premier ministre Jean Omer Beriziky, deux officiers supérieurs ainsi que l'ancien Président Marc Ravalomanana. (Madagascar Laza p.3 – 6 ; L'Observateur p.4). Des soupçons portent ainsi sur ces politiciens, opérateurs économiques et militaires qui planifieraient de rassembler des personnes en vue d'un soulèvement populaire à Toamasina. Tia Tanindrazana a, pour sa part, évoqué le nom du colonel Charles Andrianasoavina comme faisant partie des instigateurs de ce « Coup d'Etat ». (p.3)*
- *Pour La Gazette de la Grande Ile, le fait que les forces de l'ordre aient agi sans la moindre effet de surprise a permis aux personnalités soupçonnées de se soustraire des éventuelles preuves compromettantes et de se mettre à l'abri, dans un endroit plus sûr, pour échapper à une éventuelle arrestation. (p.3)*

Pour quelques politiciens, la situation actuelle manifeste l'instabilité politique qui prévaut actuellement dans le pays et la considèrent comme le signe du début de la fin pour le régime en place:

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- *Edgard Razafindravahy, du parti Arche de la Nation (ADN), sollicite le régime en place à déposer sa lettre de démission. « Le pays se trouve dans le gouffre, la population est dans un profond désarroi. Démissionnez si vous n'êtes pas capables d'améliorer les choses. » a martelé l'ancien PDS de la ville d'Antananarivo. De son avis, il s'agit de la seule alternative pour que la Grande île ne sombre pas encore une fois dans une crise socio-politique cyclique. « A priori, les dirigeants craignent pour leurs sièges qu'aux moindres rumeurs de Coup d'Etat, il y a effervescence » a-t-il déclaré à la presse. (L'Express de Madagascar p.3)*
- *« L'intimidation opérée par le régime en place à l'encontre des entrepreneurs et opérateurs économiques est inadmissible » soutient Hajo Andrianainarivelo, président fondateur du parti Malagasy Miara-Miainga (MMM). De son opinion, les fouilles qui ont eu lieu au domicile du sénateur Lylison René de Rolland n'ont révélé aucune trace de tentative de Coup d'Etat. Le régime devient par conséquent paranoïaque et doit penser sérieusement à démissionner. Une élection anticipée est la seule alternative qui nous reste vu la délicatesse de la situation dans laquelle nous vivons. (Midi Madagasikara p.2 ; Madagascar Matin p.2). Dans les colonnes de Les Nouvelles, Hajo Andrianainarivelo a également évoqué le cas des députés de son parti MMM qui ont décidé de changer de camp, au profit du pouvoir actuel. « Ces parlementaires ont tout simplement trahi la confiance de leurs électeurs. La faiblesse du régime Rajaonarimampianina est d'ailleurs évidente, autrement, il n'aurait pas instauré ce climat de terreur. (p.2 ; La Vérité p.2)*
- *L'ancien candidat aux dernières présidentielles, Roland Rabearisoa alias Vahombey prône également une élection anticipée. Pour se faire, il demande aux forces de l'ordre de prêter main forte et à l'opposition, de resserrer le rang. Le politicien a particulièrement sollicité les mouvances Ravalomanana et Andry Rajoelina. C'est le moment de laisser de côté les ambitions personnelles et de penser à un intérêt commun pour le bien du pays et de ses citoyens, selon ses dires. (Midi Madagasikara p.2 ; Madagascar Matin p.2 ; La Gazette de la Grande Ile p.5).*
- *Ce fut dans Les Nouvelles que le propriétaire du restaurant « Le Rossini » Frank Legrand a réagi face à la perquisition dont il a fait l'objet. Il a ainsi tenu à préciser que les informations selon lesquelles il serait le ressortissant français impliqué dans un projet de déstabilisation sont erronées. En tant que neveu de l'ancien Premier ministre Francisque Ravony et petit-fils de Jules Ravony, ancien Président du Sénat et de l'Assemblée Nationale, il a tenu à souligner qu'il est un citoyen malgache. Le quotidien réitère que Frank Legrand est bel et bien un Malgache et « n'a aucun intérêt à perpétrer un quelconque acte de déstabilisation, ni à créer quelque trouble que ce soit dans son pays. » (p.3)*
- *La Grande île a assez enduré de crises politiques, soutient le sénateur élu à Toliara Samson Goulzar Andrianjaka. De son avis, la crise cyclique est l'origine de la pauvreté qui prévaut ces dernières années. Il suggère ainsi de laisser l'équipe de Hery*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Rajaonarimampianina mener à terme son mandat. Pour ce membre du Bureau permanent de la Chambre haute, l'heure est au développement et non, pour les déstabilisations. (Madagascar Laza p.3)

LES PARTISANS D'ANDRY RAJOELINA DAVANTAGE ACTIFS

Samedi dernier, les partisans de l'ancien Président de la Transition et plus précisément l'association dénommée Pro ANR, a procédé à la recomposition de son bureau régional au niveau d'Analamanga. Les grandes figures des partis politiques de l'ancien PHAT : Tanora malaGasy Vonona (TGV) et Miaraka Amin'ny Prezidà Andry Rajoelina (MAPAR) ont honoré de leur présence ce rendez-vous. Lors de son allocution, la députée élue dans le deuxième arrondissement, Lanto Rakotomanga a rappelé que sans le mouvement du 2009, Pro ANR n'aurait jamais vu le jour. D'après les précisions, la structure Pro ANR n'est pas un parti politique mais plutôt une association caritative apolitique œuvrant exclusivement dans le volet social. (Midi Madagasikara p.3 ; L'Observateur p.2)

REFUS DE DECLARATION DE PATRIMOINE : LA HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE PREVOIT DES SANCTIONS

Dernièrement, le Président de la Haute Cour Constitutionnelle a rappelé aux membres de la Chambre Basse qu'ils doivent se conformer au texte stipulant leur obligation d'effectuer impérativement leur déclaration de patrimoine, avant la célébration de la fête nationale de cette année. Sur les 151 parlementaires de l'Assemblée nationale, 82 ont déjà rempli leur obligation. Des sanctions sont déjà prévues et seront appliquées aux récalcitrants, d'après les dires de Jean-Eric Rakotoarisoa, à savoir un emprisonnement de cinq à six ans en plus d'une amende allant de 10 à 40 millions d'Ariary. Du côté de la Chambre haute, seuls deux sénateurs ont rempli leurs fiches de déclaration, à savoir son Président Honoré Rakotomanana et son Vice-Président Ahmad. Quant aux membres du Gouvernement, seuls le Premier ministre Olivier Solonandrasana Mahafaly et le Secrétaire d'Etat auprès du ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie, le Général de division Paza Didier se sont acquittés de leur obligation. (Madagascar Laza p.2 ; Tia Tanindrazana p.2)

Economie et société

LITIGE FONCIER : LA CCIA A CLOTURE SON TERRAIN SIS A ANKORONDRANO

Malgré l'intervention d'un huissier, des travaux sont toujours entrepris sur le terrain abritant l'ancien bâtiment du Magro Ankorondrano. Afin d'éviter d'autres litiges, la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo a par conséquent décidé d'ériger une clôture sur sa parcelle. La CCIA a fait savoir, par le biais d'un communiqué publié samedi dernier, que désormais, le groupe Tiko utilisera la rue du côté sud pour accéder à sa part de terrain. En effet, d'après les dernières informations, l'ancien Chef d'Etat détiendrait une parcelle dans l'enceinte. Pour rappel, Marc Ravalomana avait réagi au recours à un huissier par la CCIA en affirmant qu'elle n'est pas la seule propriétaire des lieux. Cette dernière, pour sa part, a été bien claire dans sa déclaration : « la CCIA tient à préciser que les terrains, sur lesquels ont été érigés l'auditorium ainsi que le magasin Magro et sur lesquels le groupe Tiko a commencé à construire un hangar lui appartiennent, sans l'ombre d'un doute. » (L'Express de Madagascar p.5 ; Madagascar Laza p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- De l'analyse de **Les Nouvelles**, il semblerait que les négociations entre les deux parties n'aient rien apporté de concret jusqu'à présent. D'après les dires de l'huissier de justice engagé par la CCIA, les représentants du groupe Tiko n'ont pas encore donné suite aux négociations. Toutefois, la Chambre de Commerce a fait savoir que le groupe de l'ancien Président s'est déjà acquitté de ses loyers impayés qui s'élèvent à 22 millions d'Ariary, mais il reste cependant les dommages-intérêts. (p.3)
- L'expulsion de l'entreprise de Marc Ravalomanana est bien justifiée car le contrat de bail, signé entre les deux parties, a déjà expiré. Le terrain concerné a effectivement été loué à l'entreprise Magro du temps où son propriétaire était Président de la République. Actuellement, malgré une lettre de mise en demeure, le groupe Tiko persiste à poursuivre ses travaux sur le terrain litigieux. Une initiative qui a été qualifiée par la CCIA de violation de propriété privée. Elle admet néanmoins que Tiko possède bel et bien un terrain juxtaposé au sien. (**Madagascar Matin p.3**)

LA VERITE SUR L'AVION FALCON 900 Ex

Après une virulente polémique, il s'avère finalement que l'aéronef Falcon 900 Ex n'appartient pas au Chef de l'Etat. Une vérification faite à Istanbul, à l'occasion du dernier déplacement du Président de la République en Turquie, a confirmé que l'Etat malgache n'a jamais effectué un tel achat. D'ailleurs, le ministre des Finances et du Budget a déjà fait savoir qu'il n'a jamais signé un quelconque document ayant rapport à un déblocage d'une somme pour l'acquisition d'un tel aéronef, dont le coût s'élève à 40 milliards d'Ariary. Qui plus est, les tenants du pouvoir ont multiplié les déclarations selon lesquelles cet avion a certes transporté les membres de la délégation malgache, lors de son déplacement à Istanbul mais n'appartient pas à l'Etat. Selon les dernières informations, ce fameux Falcon 900 Ex appartiendrait à un opérateur économique africain résidant à Madagascar. En même temps, cette personnalité serait un diplomate assurant la fonction de consul d'un pays africain. (**La Vérité p.3**)

Format de couverture

Une mission du Fonds Monétaire International (FMI) sera bientôt dans nos murs pour une évaluation des efforts déployés par Madagascar, en vue de l'octroi de la facilité de crédit rapide. A cet effet, **Madagascar Matin** a consacré sa rubrique « Dossier » sur les engagements de l'Etat Malagasy, à travers des programmes de réforme. Quatre points ont été particulièrement soulevés, dont la lutte contre la corruption, l'accès aux soins et à l'éducation, l'agriculture et la décentralisation. Pour le premier point, il est convenu de mettre en place un dispositif réglementaire définissant clairement les limites du pouvoir de l'Etat et les sanctions pour des faits de corruption. Etablir un appareil judiciaire fort et indépendant figure également dans le projet de réforme. Concernant le domaine de la santé et l'éducation, le gouvernement a affirmé qu'il prévoit d'étendre les programmes destinés aux ménages ayant des enfants et de renforcer les normes d'emploi minimales ainsi que la formation des enseignants. En outre, la politique nationale de protection sociale est en cours de préparation. Pour ce qui est du volet agriculture, il s'agit actuellement de passer d'une agriculture de subsistance à une production pour les marchés intérieur, régional et international mais également de réduire les risques pour les ménages vulnérables. Enfin, en ce qui concerne la réforme de la politique de décentralisation, le gouvernement s'engage à

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



œuvrer pour la mise en place des structures appropriées pour les administrations locales et d'établir le cadre légal de la fonction publique locale mais également de veiller à ce que les cadres légaux et institutionnels correspondent aux plans de développement local et aux objectifs du Plan National de Développement. (p.5)

Un peu d'humour



L'Observateur p.1

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

